

Questions orales

tionnement de la TPS, et tous les autres éléments positifs que nous commençons maintenant à mettre en place dans l'intérêt de chacune des entreprises canadiennes, et tout particulièrement les petites entreprises.

Comme je l'ai déjà dit, si nous ne faisons pas ça, si nous ne nous préparons pas, nous ferions preuve d'irresponsabilité. Nous nous préparons donc.

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, les petites entreprises dont parle le ministre se sont clairement opposées à la taxe sur les produits et services. Le ministre a parlé de l'efficacité du programme qu'il met en place. Ce programme comprend l'embauche de 4 000 à 7 000 percepteurs et agents chargés de surveiller l'application de la taxe.

Comme le ministre du Revenu national débat le montant que les contribuables devront payer pour l'application de la TPS, peut-il nous dire combien il en coûtera aux petites entreprises qui devront percevoir la taxe sur les produits et services? Combien vont-elles payer?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, il y a lieu de corriger beaucoup d'éléments dans cette question.

Le député fait erreur en ce qui concerne le nombre d'employés qu'il faudra recruter pour appliquer et gérer la TPS. Il se trompe lorsqu'il dit que les petites entreprises auxquelles nous avons parlé s'opposent à la taxe. Nous savons que M. John Bulloch préconise une taxe de vente nationale et qu'il s'oppose à ce régime, mais la majorité des petites entreprises auxquelles nous parlons ne s'y opposent pas.

Des voix: Oh, oh!

M. Milliken: À d'autres!

M. Fontana: Votre nez s'allonge. Répondez vous-même au téléphone, vous saurez si c'est vrai.

M. le Président: Le ministre pourrait peut-être terminer.

M. Jelinek: Monsieur le Président, ils s'énervent lorsqu'ils commencent à entendre la vérité et les faits.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Si le ministre ne répond pas à la question, ils n'entendront jamais la vérité.

M. Jelinek: Pour répondre avec précision à mon collègue, il en coûtera très peu aux petites entreprises pour appliquer le régime. Nous leur offrons une avance allant jusqu'à 1 000 \$ pour qu'elles puissent s'adapter à la nouvelle taxe, qui sera meilleure, plus équitable et plus simple.

* * *

CONSUMERS GAS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre au sujet de l'achat de Consumers Gas par British Gas. Le British Office of Gas Supply, organisme de surveillance du Royaume-Uni, accuse British Gas d'encourager le gaspillage d'énergie en Grande-Bretagne en offrant des rabais à ses gros clients.

Le ministre veillera-t-il à ce que cette politique des prix que dénonce l'agence de surveillance britannique comme nuisible à l'environnement, soit signalée à Investissement Canada et aux autres organismes qui ont leur mot à dire dans cette vente afin qu'ils décident de laisser Consumers Gas entre des mains canadiennes?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le député devrait savoir qu'Investissement Canada ne prend pas de décisions, qu'il fait des recommandations.

Il se fonde, dans ses recommandations sur des ventes comme celle-ci, sur les preuves que la transaction est nettement avantageuse pour le Canada. Quand elle ne peut pas le prouver et que le ministre rejette le projet, la transaction n'a pas lieu.

Le député devrait savoir aussi que la Commission de l'énergie de l'Ontario joue un rôle primordial dans cette décision, comme d'ailleurs les autorités de la province de Québec en matière d'énergie.

• (1440)

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, c'est pourquoi j'ai parlé des divers organismes avec lesquels le gouvernement devrait communiquer